

**Troisième atelier sous régional  
Bilan du projet C-RED et renforcement de la coopération  
régionale dans les situations de crises humanitaires**

17-19 septembre 2018  
Conakry, Guinée

**Rapport de mission**



## **1. Bref historique du Projet**

En 2016, l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD) et le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas ont signé un accord afin de soutenir les membres de l'OMD de la région de l'Afrique de l'Ouest touchés par la maladie à virus Ebola (EVD), à savoir le Liberia, la Guinée, la Sierra Leone, le Mali, le Sénégal et le Nigeria. L'objectif général de ce projet innovant de l'OMD intitulé « *Douane : réagir face aux crises épidémiques* » (C-RED) est d'aider les administrations des douanes de manière personnalisée à renforcer leurs capacités et à mieux se préparer en vue de réduire les conséquences des maladies épidémiques et des catastrophes naturelles. La mise en œuvre du projet C-RED est réalisée par l'OMD, en étroite collaboration avec le Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (BCAH) dans le cadre du protocole d'accord signé en 2010 entre les deux organisations.

Le premier atelier régional, qui s'est tenu à Freetown du 1er au 4 novembre 2016, visait à évaluer les difficultés rencontrées lors de la crise Ebola et à proposer des pistes d'amélioration qui ont permis de lancer le projet dans chaque pays.

Le deuxième atelier, tenu à Dakar du 7 au 9 mai 2018, a permis de faire état des progrès réalisés depuis le lancement du projet et d'élaborer des plans d'action permettant d'aller plus loin dans les résultats obtenus. A Dakar, l'implication de la Commission de la CEDEAO avait été fortement appréciée et de nombreux engagements en vue de régionaliser le projet avaient été pris (cf. compte-rendu du deuxième atelier, disponible sur la page web relative au projet C-RED du site de l'OMD).

Le troisième et dernier atelier sous régional s'est tenu à Conakry grâce au soutien logistique des douanes guinéennes. L'événement, qui a eu lieu à l'hôtel Riviera, du 17 au 19 septembre 2018, a reçu un accueil très chaleureux de la Guinée.

Etaient présents 30 participants représentant les entités suivantes (la liste complète se trouve en annexe.1) :

- o Le secrétariat de l'OMD,
- o Les six administrations des douanes des pays bénéficiaires,
- o Deux autres services gouvernementaux de chaque pays, à savoir le Ministère de la Santé et l'agence nationale de coordination ou de management des situations de crise,
- o Le BCAH de l'ONU,
- o La Croix-Rouge et le PAM en Guinée,
- o La Commission de la CEDEAO.

## **2. Cérémonie d'ouverture et observations liminaires**

Lors d'une cérémonie médiatisée, son **Excellence Mr Ismaël Dioubaté, Ministre du Budget**, entouré de ses proches collaborateurs, a ouvert l'atelier. Puis le Directeur Général des Douanes et les représentants du secrétariat de l'OMD et du BCAH l'ONU ont pris la parole, soulignant, lors de propos liminaires, l'importance de ce projet qui a suscité un vif intérêt dans tous les pays bénéficiaires. Sous la banderole préparée à cet effet, les intervenants ont exprimé leurs vifs remerciements au bailleur de fonds, le gouvernement des Pays-Bas, ainsi qu'à tous les participants continuellement actifs sur ce projet. L'OMD a salué la Guinée pour l'accueil et la parfaite organisation de cette rencontre. La présence de Mr le Ministre du budget lors de la cérémonie d'ouverture a été fortement appréciée et a montré l'importance que la Guinée porte à ce projet dédié à la facilitation des importations de l'aide humanitaire.

Les orateurs se sont félicités des progrès nationaux obtenus grâce à ce Projet et ont souhaité des débats fructueux et constructifs lors de ce dernier atelier. Des journalistes de la télévision nationale guinéenne étaient présents pour cette cérémonie ainsi qu'à la clôture de l'atelier. La photo officielle a été prise dans la foulée (cf. photo de couverture).

A l'entame des travaux présidés par Monsieur Samson Bilangna, représentant du Secrétariat de l'OMD, entouré de Madame Eve Gérard, gestionnaire du projet, et Madame Virginie Bohl, représentante du BCAH, les objectifs de l'atelier ont été énoncés et l'agenda a été adopté (cf. annexe 2), suivi d'un tour de table ayant permis aux participants de se présenter.

La gestionnaire du projet a remercié les participants pour leur présence et a insisté sur les objectifs principaux de cet atelier :

- faire le bilan des activités menées par chaque pays et la CEDEAO depuis le début du projet C-RED,
- renforcer la coopération et la synergie d'action entre les pays bénéficiaires, la CEDEAO et les acteurs humanitaires,
- développer des outils de communication permettant la gestion de futures alertes/cas d'urgences au niveau national et régional.

A sa suite, les travaux se sont déroulés suivant le programme repris dans l'agenda de l'atelier.

### **3. Bilan du Projet C-RED**

La gestionnaire de projet a rappelé les différentes activités qui se sont déroulées dans chaque pays bénéficiaire (cf. document de travail 1 en annexe 3).

Elle a rappelé que cinq pays sur six ont bénéficié de soutien national qui a permis :

- d'analyser le cadre légal et les procédures existants,
- d'identifier les principaux goulets d'étranglement relatifs à l'importation et au dédouanement de l'aide humanitaire,
- de recommander la mise en place de procédures reconnues au niveau international,
- d'accompagner la rédaction de Procédures Opérationnelles Normalisées (PON).

Cette présentation a été suivie de discussions. La ratification des instruments internationaux portant, du moins en partie, sur le dédouanement des marchandises de secours, est fortement recommandée dans la mesure où ces textes facilitent l'évolution réglementaire nationale.

Compte tenu des difficultés de ratification ou de reconnaissance des annexes à ces Conventions de la plupart des pays, il a été suggéré d'agir au plus haut niveau.

- *L'OMD s'est ainsi engagé à préciser dans les lettres de clôture du projet C-RED l'état de ratification de chaque pays et de fortement recommander l'accélération de ces ratifications aux Directeurs généraux/Contrôleurs généraux.*

Les discussions ont également souligné l'importance des guides ou PON en tant que synthèse d'informations sur les réglementations applicables aux marchandises de secours. Afin d'aligner ces guides ou PON, il a été proposé d'introduire en page de couverture ou de garde, les logos ou emblèmes du projet, de l'OMD et du BCAH en

plus de celui du pays concerné. Il est aussi proposé d'intégrer en annexe le descriptif du projet C-RED.

- L'OMD s'est engagé à fournir les différents logos et le « flyer » C-RED dématérialisés aux points de contact.

La gestionnaire de projet a ensuite indiqué que dans trois pays (Nigéria, Guinée et Mali) une semaine de formation a pu être dispensée sur le guide ou PON auprès des principaux acteurs gouvernementaux et privés, futurs utilisateurs de ces procédures. Une journée de « formation de formateurs » est venue enrichir la semaine en permettant à un petit groupe de s'approprier la formation sur le guide. Lors de ces semaines, un exercice de simulation par pays a été organisé et a permis de tester la bonne mise en place des dites procédures. Au Nigéria, le projet C-RED a également permis de financer le développement d'un jeu vidéo facilitant l'assimilation des notions principales des PON. Au Mali, il a financé une application Smartphone qui donne accès à la réglementation douanière dont un onglet porte sur les marchandises de secours (davantage de détails se trouveront dans les rapports finaux par pays).

Le Nigéria, par la voix de M. Siman Nimdul, et la Guinée, par M. Pevé Touré, ont salué l'organisation de ces semaines de formation, recommandant vivement qu'elles soient renouvelées.

Les participants ont ensuite été mis à contribution pour compléter les activités restant à réaliser d'ici la fin de la période de rapport. En marge de l'atelier, la gestionnaire de projet a discuté en bilatéral avec chaque délégation afin de nommer le point de contact qui fera partie de l'équipe de rédaction nommée pour suivre les dernières activités et rédiger les rapports finaux présentés au Comité de Pilotage en décembre. Dans la plupart des pays, il est question de :

- finaliser et/ou valider les PON,
- réaliser des exercices de simulation,
- planifier des formations sur les PON,
- faire vivre le réseau national et régional (via d'éventuelles plateformes).

Le Dr Coulibaly, représentant le secteur « santé » au Mali, précise qu'ils n'ont pas de visibilité sur la phase politique de validation du guide qui a été envoyé au Ministre du Budget. Après discussion, il s'avère que dès validation des parties prenantes à la rédaction, le guide étant opérationnel, il n'est pas nécessaire d'enclencher une procédure politique ou réglementaire. Toutefois, si, pour s'assurer du respect des procédures compilées, certains pays souhaitent le soumettre par décret ou arrêté interministériel à toutes les administrations concernées, libre à eux de le faire.

Les pays anglophones considèrent qu'une fois ce document bien connu dans les administrations concernées, sa publication et diffusion suffisent.

#### **4. Défis rencontrés par les administrations au cours du projet C-RED**

Les participants étaient répartis en groupe de travail :

1. Groupe de travail « douanes »
2. Groupe de travail « Ministère de la Santé »
3. Groupe de travail « Agence nationale de gestion des catastrophes » ou autres

Chaque groupe a travaillé sur les points suivants :

- a) les défis rencontrés dans la gestion du projet C-RED,
- b) la rédaction de recommandations pour le futur.
- c) Comment minimiser ces challenges ?

Une fois les réflexions de chaque groupe présentée, l'OMD les a compilées dans le document de travail 2 (en annexe 4 de ce rapport). Il a été souligné l'importance des réseaux/contacts créés dans chaque pays grâce à ce projet. Il est recommandé de maintenir ce réseau actif, d'assurer une permanence sur ce sujet dans chaque administration concernée et de suivre les évolutions réglementaires qui pourraient avoir un impact sur les procédures décrites dans le guide.

### **5. Capitalisation des savoir-faire, expériences et connaissances acquises**

Les participants étaient répartis en groupe : un groupe par pays et un groupe avec les humanitaires et la CEDEAO. Tous ont tiré le bilan du projet C-RED, précisant sa valeur ajoutée et les recommandations à faire pour de futures initiatives similaires.

La représentante du BCAH a compilé les informations reçues dans le document 3 (annexe 5 du présent rapport). Chaque délégation a ensuite précisé en séance plénière les éléments principaux de leurs réflexions.

Le Président de séance a mentionné l'étude sur le temps nécessaire à la mainlevée qui peut servir d'indicateur de performance dans ce projet.

- *Les pays sont ainsi invités à intégrer cette étude à de futurs exercices de simulation.*

La Guinée a souligné l'importance de futures actions de sensibilisation pour pérenniser la connaissance des guides/PON. Elle a précisé qu'il est indispensable que chaque pays prenne la responsabilité de pérenniser les points focaux. Pour ce faire, la Guinée s'est engagée à réunir le groupe de contacts une fois par mois et de réviser le guide une fois l'an.

Les autres pays ont pris des engagements comparables.

### **6. Les besoins en information**

Discussions en trois groupes :

- a) un groupe francophone,
- b) un groupe anglophone,
- c) un groupe humanitaire.

L'objectif était de rédiger un document opérationnel qui reprenne les éléments d'information dont les douanes, les autres administrations nationales et les humanitaires ont besoin dans les heures / jours qui suivent une urgence, ainsi que la manière de partager ces informations.

Le résultat se trouve dans le document de travail 4 (annexe 6 du présent rapport).

Le Mali a rappelé qu'il possède un centre d'aide précoce qui assure la coordination et le dialogue avec la CEDEAO et les autres pays dans la préparation aux urgences. Ce réseau, créé par le C-RED, est pour eux davantage technique.

Le représentant de la CEDEAO, M. Hanounou, a rappelé les actions menées par la région : l'intégration de l'Annexe J-5 de la Convention de Kyoto révisée dans le Code régional des Douanes, l'existence d'un fond de la CEDEAO pour aider les pays affectés par des catastrophes humanitaires et sanitaires. La CEDEAO travaille aussi à l'interconnexion des systèmes de transit afin de faciliter le mouvement de marchandises entre pays membres.

Les participants ont insisté sur l'acquis du projet qui devrait être intégré à l'existant régional.

- *La CEDEAO précisera les rôles de ses différents départements en la matière et réfléchir à comment maintenir la dynamique créée au niveau régionale.*

Les participants ont été invités à réfléchir aux modes d'appropriation et de vulgarisation des guides pour qu'ils soient utilisés autant que possible.

## **7. La plateforme d'activation en cas d'urgence**

Des discussions ont été menées sur la création de plateformes nationales et régionales qui permettent de rester en contact et d'informer de manière immédiate les autres de tout début de situation de crise. La représentante du BCAH souhaitait préciser les personnes points de contact qui activeraient des messages sur ces plateformes et seraient responsables de l'échange d'information. Les manières d'utiliser concrètement ces plateformes ont fait l'objet de débats.

Le résultat des discussions se trouve en annexe 7 du présent document.

## **8. Suites à donner au Projet C-RED en Afrique**

La gestionnaire de projet a présenté les dernières activités à mener d'ici la fin de l'année. Le Projet C-RED prend officiellement fin le 5 octobre 2018. Entre cette date et le Comité de pilotage qui aura lieu le 17 décembre 2018, l'OMD, assistée d'une équipe de rédaction comprenant le point focal de chaque pays ainsi que deux représentants de la communauté humanitaire, rédigera le rapport d'activités et le rapport financier finaux du projet C-RED. Pour ce faire, l'OMD sera en contact hebdomadaire avec les points de contact afin de suivre l'évolution des activités en cours et la mise en œuvre des plans d'actions nationaux tels que revus en bilatéral lors de cet atelier. Ces derniers mois pourront en effet être mis à profit par les pays bénéficiaires pour présenter encore davantage de résultats.

La gestionnaire de projet a insisté sur le fait que les pays bénéficiaires doivent s'approprier désormais pleinement le projet pour le pérenniser et construire sur leurs acquis.

L'OMD et la CEDEAO ont ensuite été interpellés sur la poursuite du projet. L'OMD a indiqué qu'elle était en pour-parler avec le gouvernement des Pays-Bas pour intégrer dans un Programme global de facilitation du Commerce en Afrique de l'Ouest un pan relatif au dédouanement des marchandises de secours. Les Pays-Bas ne sont pas seuls donateurs mais peuvent encourager la reprise de ce sujet dans ce nouveau programme.

- *La CEDEAO, partie prenante à ce futur programme, est invitée à soutenir l'OMD dans sa démarche.*

La CEDEAO a également suggéré de faire une recommandation forte à l'attention de la Commission de la CEDEAO pour que ce sujet et la fourniture d'équipements de protection soient repris dans les plans de travail futurs.

- *L'OMD est invitée à fournir à la CEDEAO une évaluation financière des activités C-RED qui permettra d'évaluer les besoins futurs en fonds. L'OMD partagera avec la CEDEAO les rapports finaux du projet C-RED.*

La Guinée a proposé de chercher en parallèle un appui auprès de l'Union Africaine. Elle a aussi indiqué que lors de la prochaine Conférence des Donateurs de l'OMD, le projet C-RED+ devrait être représenté afin d'attirer l'attention des donateurs sur l'importance du financement d'une telle activité et chercher activement d'autres fonds.

Le président a conclu que la CEDEAO et les autres participants soutiennent la poursuite du projet et son extension à davantage de pays de la région, sous contrainte financière. Le problème budgétaire pourrait être résolu si le projet C-RED+ est intégré au Programme pour l'Afrique de l'Ouest dont les financeurs sont multiples (Pays-Bas, Allemagne, Banque Mondiale etc.)

## **9. Partage des expériences, évaluation de l'atelier et cérémonie de clôture**

A la fin de l'atelier, le Président a conclu que l'atelier a permis de tirer le bilan du projet, comme prévu, et à trouver des pistes permettant de pérenniser les acquis. Les participants ont rempli des formulaires d'évaluation de l'atelier et ont exprimé une grande satisfaction générale. Ils se montrent globalement optimistes pour l'avenir. Ils soulignent la bonne organisation de l'atelier et les bonnes conditions de travail offertes.

En guise de conclusion, d'importantes recommandations ont été validées et, après cet atelier, seront diffusées largement par les participants dans leurs administrations respectives (cf. annexe 8).

Dans le cadre de la cérémonie de clôture qui s'est tenue au moment de la levée de drapeaux de la Direction Générale des Douanes, l'allocution de clôture a été prononcée par le Sous-Directeur de la Direction générale des Douanes. Une motion de remerciements a également été prononcée par un représentant des pays bénéficiaires, Mme Sira Malé, et par la gestionnaire du Projet. Les remerciements étaient à l'endroit du Royaume des Pays-Bas, bailleur du Projet C-RED, de l'OMD, du BCAH-ONU et de la République de Guinée. Il a été souligné l'importance capitale de la pérennité de ce projet.

Puis la remise des certificats a sanctionné la participation active de chacun.

L'OMD tient à remercier les experts du BCAH et de la CEDEAO pour leur soutien indispensable au bon déroulement de l'atelier.

\*  
\*            \*

### Annexe 1: Liste de participants

Pays/Organisation	Nom	Mail	Position
WCO - Brussels	Eve Gerard	<a href="mailto:eve.gerard@wcoomd.org">eve.gerard@wcoomd.org</a>	C-Red - Project Manager
WCO - Brussels	Samsom Bilangna	<a href="mailto:samson.bilangna@wcoomd.org">samson.bilangna@wcoomd.org</a>	Administrateur technique principal
Guinée (9)	Lt/Col Péné Touré	<a href="mailto:tourepeve648@gmail.com">tourepeve648@gmail.com</a>	Douane - Focal Point C-Red project
	Mohamed Sekou Samoura	<a href="mailto:samourasekoumohamed@gmail.com">samourasekoumohamed@gmail.com</a>	Douane - Direction de la Législation, de la Réglementation et des Relations Internationales.
	Aboubacar Sidiki Sidibe	<a href="mailto:Aboubac315@gmail.com">Aboubac315@gmail.com</a>	Douane - Assistant service, Communication
	Mamadou Aliou Bah	<a href="mailto:delhadjbah@yahoo.fr">delhadjbah@yahoo.fr</a>	SENAH
	Docteur Thiany Camara	<a href="mailto:crathia2014@gmail.com">crathia2014@gmail.com</a>	AN sécurité sanitaire - Chef département logistique
	Sekou Doukouré	<a href="mailto:sdouk22@gmail.com">sdouk22@gmail.com</a>	Police - en service à l'aéroport International de Conakry Gbessia
	Dougo Goepogui	<a href="mailto:fostergoepogui@gmail.com">fostergoepogui@gmail.com</a>	Min. Santé, Chef section prévention et lutte contre la maladie
	Mamoudou Bamba	<a href="mailto:moudbamba22@yahoo.fr">moudbamba22@yahoo.fr</a>	Douanes
	Lieutenant Payard	-	Douanes
		-	
Liberia (3)	William L. Buku	<a href="mailto:william.buku@lra.gov.lr">william.buku@lra.gov.lr</a>	Customs - C RED focal point
	Victoria Smith-Mulbah	<a href="mailto:vicmulbah@gmail.com">vicmulbah@gmail.com</a>	Ministry of Health (NPHIL)
	Robert M. Sammie	<a href="mailto:rmsammie@gmail.com">rmsammie@gmail.com</a>	NDMA



Mali (3)	Nouh Dougnon	<a href="mailto:nouh.dougnon@yahoo.fr">nouh.dougnon@yahoo.fr</a>	expert C-RED - Douanes
	Sira Male	<a href="mailto:siramale@yahoo.fr">siramale@yahoo.fr</a>	inspectrice des douanes, chef du BEMEX
	Abdoulaye Nene Coulibaly	<a href="mailto:abdoulayenenecoulibaly@hotmail.com">abdoulayenenecoulibaly@hotmail.com</a>	Ministère de la Santé
	-		
Nigeria (2)	Siman Nimdul	<a href="mailto:simannimdul@yahoo.co.uk">simannimdul@yahoo.co.uk</a>	Customs - Focal Point C-Red project
	Abdulhameed Wosilat	<a href="mailto:pharmwosilat@yahoo.com">pharmwosilat@yahoo.com</a>	Ministry of Health
Senegal (3)	Souleymane SANE	<a href="mailto:ssane@douanes.sn">ssane@douanes.sn</a>	Douane - Chef du Bureau du Contentieux et des Relations financières avec l'Etranger
	El Hadji Tidiane DIALLO	<a href="mailto:tidianedcl@gmail.com">tidianedcl@gmail.com</a>	Direction de la Police de l'Air et des Frontières
	Beydi Diop	<a href="mailto:beydidiop200@yahoo.fr">beydidiop200@yahoo.fr</a>	Chef de la Division Qualité (Service national d'Hygiène).
Sierra Leone (2)	Ibrahim KAMBAIMA	<a href="mailto:sahrkam@yahoo.com">sahrkam@yahoo.com</a>	Customs - Focal point C-RED -Assistant Director-Monitoring Research and Planning Department
	Alusine Kamara	<a href="mailto:akamaraeoc2016@gmail.com">akamaraeoc2016@gmail.com</a>	Ministry of Health
ECOWAS (1)	Djibrill Hanounou	<a href="mailto:dhanounou@yahoo.fr">dhanounou@yahoo.fr</a>	ECOWAS Customs
Humanitarian (4)	Virginie BOHL	<a href="mailto:bohl@un.org">bohl@un.org</a>	OCHA Geneva
	Fara Michel Ouendeno	<a href="mailto:michel.ouendeno@wfp.org">michel.ouendeno@wfp.org</a>	PAM
	Mamoudou Alpha Bah	<a href="mailto:crg.fleet@gmail.com">crg.fleet@gmail.com</a>	Croix-Rouge, Guinée
	Youssouf Traoré	<a href="mailto:traoreyoussouf2009@gmail.com">traoreyoussouf2009@gmail.com</a>	Président Croix-Rouge, Guinée

## Annexe 2: Programme

### Jour 1 – Lundi 17 septembre 2018

08:30 - 10:00	Arrivée des participants, enregistrement Discours d'ouverture Photos, verre de bienvenue	OMD, Guinée, ONU
10h – 10h30	Tour de table et adoption de l'ordre du jour de l'atelier	
10:30 11:00	<b>PARTIE 1 : BILAN GENERAL DU PROJET C-RED</b>  Le responsable du projet présente le bilan des activités par pays (tableau comparatif) et précise ce qu'il reste à faire.  La présentation est suivie d'une discussion.	Document de travail n° 1  Intervenant : Eve Gérard
11:00 12:30	<b>PARTIE 2 – DEFIS RENCONTRES PAR LES ADMINISTRATIONS DANS LA GESTION DU PROJET C-RED</b>  Discussions en groupes de travail composés comme suit (dans la mesure du possible) : 4. Groupe de travail « douanes » 5. Groupe de travail « Ministère de la Santé » 6. Groupe de travail « Agence nationale de gestion des catastrophes » ou autres  chaque groupe se consulte pour : a) évoquer les défis rencontrés dans la gestion du projet C-RED b) définir des recommandations pour le futur. Comment minimiser ces challenges ?  Les organisations internationales, régionales, le bailleur, les ONGI se joignent au groupe en fonction de leur mandat.	Document de travail n° 2
12:30 14:00	Dejeuner	
14:00 14:30	Présentation du Groupe de Travail "Douanes" des résultats de leur réflexion Les groupes rapportent en séance plénière et un document final est élaboré à partir de la trame du document de travail 2	Compléter le document de travail n°2
14:30 15:00	Présentation du Groupe de Travail "Ministère de la Santé" des résultats de leur réflexion	Compléter le document n°2
15:00 15:30	Présentation du Groupe de travail "Agence nationale de gestion des catastrophes de leur réflexion	Finalisation du document n°2
15:30 16:00	Pause café	
16:00	<b>PARTIE 3 – CAPITALISATION DES SAVOIR-FAIRE,</b>	Document de travail

17:30	<p><b><u>EXPERIENCES ET CONNAISSANCES ACQUISES</u></b></p> <p>Les délégations par pays, les humanitaires et les organisations internationales tirent le bilan du projet C-RED, précisent sa valeur ajoutée et font des recommandations.</p> <p>Les objectifs de cette session sont :</p> <p>a) Chaque délégation, humanitaires et organisations internationales tireront les avantages du projet C-RED,</p> <p>b) tous feront des recommandations générales pour mener au mieux ces discussions.</p> <p>Les organisateurs compilent les informations afin d'élaborer un document final qui sera présenté en plénière le lendemain matin pour discussions, questions, commentaires, ajouts.</p>	n° 3
-------	--	------

**Jour 2 – Mardi 18 septembre 2018**

09:00 10:30	<p><b><u>PARTIE 3 – CAPITALISATION DES SAVOIR-FAIRE et DES EXPERIENCES ACQUISES LORS DU PROJET C-RED (suite)</u></b></p> <p>Une personne francophone et une anglophone présentent le document final. Questions/réponses</p>	Présentation du Document de travail n° 3
10:30 11:00	Pause-café	
11:00 12:30	<p><b><u>PARTIE 4 : LES BESOINS EN INFORMATION</u></b></p> <p>Discussions en trois groupes :</p> <p>a) un groupe francophone, b) un groupe anglophone, c) un groupe humanitaire.</p> <p>L'objectif est de rédiger un document opérationnel qui reprend les éléments d'information dont les douanes, les autres administrations et les humanitaires ont besoin dans les heures / jours qui suivent une urgence, ainsi que la manière de partager ces informations.</p>	Document de travail n°4
12 :30 14 :00	Pause déjeuner	
14 :00 14 :30	Présentation en plénière par le groupe francophone Le groupe anglophone rajoute des éléments supplémentaires.	
14 :30 15 :00	Présentation en plénière par les humanitaires d'éléments additionnels Discussion en plénière	Un document final est présenté et sera utilisé pour chaque urgence
15:30	Pause café	

16:00		
16 :00 17 :30	<p><b><u>PARTIE 5 : LA PLATEFORMATION D'ACTIVATION EN CAS D'URGENCE</u></b></p> <p>Deux groupes de travail: un francophone, un anglophone</p> <p>L'objectif de la session est de rédiger des procédures sur la manière dont les douanes vont informer les donateurs d'aide sur les mesures pour accélérer l'importation de l'aide humanitaire</p>	Document de travail n° 4

### **Jour 3 : Mercredi 19 septembre**

09 :00 10 :30	<p>Présentation des deux résultats de groupes de travail sur la partie 5.</p> <p>Discussion sur la mise en application et exercices de simulation</p>	
10:30 11:00	Pause café	
10:30 11:00	<p><b><u>PARTIE 6 : SUITES A DONNER AU PROJET C-RED en Afrique</u></b></p> <p>Discussion sur les initiatives futures et leur gouvernance</p>	Document 5
12:30 14:00	Pause déjeuner	
14:00 15:30	Partage des expériences, évaluation de l'atelier	Formulaire d'évaluation
15 :30 16 :00	pause café	
16 :00 17 :30	remise des certificats discours de clôture	

Lieu : Hotel Riviera Royal, BP 1708 Conakry.

Contacts: Eve Gerard, email: [eve.gerard@wcoomd.org](mailto:eve.gerard@wcoomd.org), tél: 0032 - 493034078

Pevé Touré, Email: [tourepeve648@gmail.com](mailto:tourepeve648@gmail.com), tél: +224 628 559 109

Annexe 3: Document de travail 1

C-RED – PREMIER BILAN PAYS - SEPT 2018

	ACTIVITES	GUINEE	LIBERIA	MALI	NIGERIA	SENEGAL	SIERRA LEONE
1	Questionnaires sur les besoins	08/05/2016	25/07/2016	26/07/2016	01/08/2016	non renseigné	25/07/2016
2	Composant 1 : achat et livraison de biens de protection pour le personnel douanier	Arrangement signé : 29/06/18 Réception : 04/08/18	arrangement signé : 9/06/18 Réception: 15/08/18	N/R	N/R	N/R	Arrangement signé : 9/06/18 Réception : 03/09/18
3	Composant 2 : Analyse et évaluation du cadre douanier sur les procédures de facilitation douanière pour l'importation de l'aide humanitaire	1 <sup>ère</sup> mission : 17-20 juillet 2017	1 <sup>ère</sup> mission : 1 <sup>er</sup> -4 mai 2018	1 <sup>ère</sup> mission : 18 - 21 septembre 2017	1 <sup>ère</sup> mission : 26-29 juin 2017	N/R	1 <sup>ère</sup> mission : 30 Octobre – 2 Novembre 2017
4	OMD CKR Annexe J-5	Pas ratifiée	Pas ratifiée	Ratifiée mais annexe pas acceptée	Ratifiée mais annexe pas acceptée	Ratifiée et annexe acceptée	Ratifiée mais annexe pas acceptée
5	OMD Convention d'Istanbul – Annexe B9	Pas ratifié	Pas ratifié	Octobre 2004 mais Annexe non acceptée	Juin 1993 - acceptée	Pas ratifié	Pas ratifié
6	Accord Douane entre le	2014	2011	2009	Non	Non	Non

	Gouvernement et l'ONU						
	Bureau BCAH	Non	Non	Oui	Oui	Oui (bureau régional)	Non
7	Tampere Convention (équipement de télécommunication)	2002	2005	1998	Non	1998	Non
8	SYDONIA	SYDONIA WORLD	SYDONIA WORLD	SYDONIA WORLD	SYDONIA ++	SYDONIA WORLD	SYDONIA ++
4	Développement d'un guide des procédures opérationnelles normalisées	Finalisation 17/08/2018 Validation nationale ?	Dernière version : Août 2018	Finalisation : 24/05/18 Validation nationale ?	Finalisation : 03/09/18 Validation ?	N/R	Dernière version : Août 2018
5	Exercice de simulation	Aéroport Conakry: 12/09/18	N/R	Aéroport de Bamako : 05/07/18	Aéroport d'Abuja : 12/07/18 Port de Lagos: 08/08/2018	N/R	N/R
6	Formation de formateurs	13/09/18	N/R	03/07/18	11/07/18	N/R	N/A
7	Plateforme nationale IMPACCT	A créer	?	?	Créée début 2018	?	?
8	Actions futures (points présentés et en l'absence de commentaires des Pays durant l'atelier, ces actions sont validées)	1- validation du guide (pas d'échéance mais process en cours) 2- travailler à partir de la liste des recommandations 3- plateforme OCHA 4- exercice de simulation au port 5- révision du guide	1- finalisation des SOP 2- Travailler à partir du plan d'action 3- exercice de simulation 4- plateforme 5- révision des SOP	1- finalisation du guide 2- utilisation de l'application Smartphone 3- plateforme 4- révision du guide 5- travailler à partir du plan d'action	1. Sensibilisation des agences concernées par les PON. 2. Simulation des procédures des PON. 3 Dissémination des PON adoptées. 4. atelier de	1- Compilation des réglementations en place 2- simplifier les procédures autant que possible pour futures crises et faire valider ces simplifications	1- finalisation des SOP 2- validation des SOP 3- travailler à partir du plan d'action 4- plateforme 5- révision des PON

					formation des formateurs. 5. Mise en œuvre de PON 6. Révision de PON dans 2 ans. 7- travailler à partir du plan d'action	3- plateforme 4- révision du guide 5- travailler à partir du plan d'action 6) retour sur l'utilisation du jeu vidéo	
--	--	--	--	--	---	--	--

DEFIS RENCONTRES PAR LES ADMINISTRATIONS DANS LE PROJET C-RED

<p>1</p>	<p><u>Connaissances du projet</u>          Comment avez-vous été amené à connaître le projet ?          Comment votre Administration a accueilli le projet ?          Quelles difficultés avez-vous rencontré pour mobiliser ?          De quelles compétences aviez-vous besoin ?          Comment avez-vous mobilisé les compétences en interne ?          Quels ont été les défis dans le suivi du dossier ?          Quelles difficultés avez-vous rencontré lors du travail avec les autres administrations ?</p>	<p>Les administrations des douanes ont été invitées par l'OMD à prendre acte de leur sélection en tant que bénéficiaires du Projet C-RED, financé par les Pays-Bas. Ils ont alors tous été conviés à un premier atelier sous régional à Freetown en 2016.</p> <p>Le projet a ainsi été porté et connu par les services douaniers de chaque pays. Et au final, les 6 pays ont fait preuve d'une grande mobilisation des différents services compétents sur ce sujet. Tous ont salué cette initiative qui s'inscrit dans un contexte à risque permanent. Ce projet a été accueilli de façon très favorable car les administrations n'avaient pas les procédures définies au préalable ou ne les avaient pas expérimentées ou partagées.</p> <p>Ce projet est considéré comme fort significatif et important.</p> <p>Les autres agences gouvernementales comprennent que la douane est le point focal sur ce sujet et qu'elles doivent collaborer et s'associer le plus étroitement possible avec la Douane. Cette acceptation par les autres administrations n'a pas été évidente et il a fallu expliquer de nombreuses fois pourquoi la Douane était le point pivot sur ce projet pour le dédouanement des marchandises de secours.</p> <p>Au début du projet, les difficultés de communication entre la douane et les autres autorités ministérielles ont été soulignées à plusieurs reprises. Par exemple, en Guinée, il a fallu un an pour qu'un des partenaires essentiel soit associé aux travaux (SENAH).</p> <p>Mais avec le projet C-RED, cela a rétabli la communication entre les ministères de la santé et les douanes etc.</p> <p>Les défis ne sont pas encore tous réglés. Il y avait un faible niveau de sensibilisation et de préparation dans la plupart des pays malgré l'après-Ebola mais le projet a rempli son rôle de sensibilisation au-delà des attentes.</p> <p>Le financement et la logistique sont des défis majeurs ; L'état des infrastructures aux points d'entrée n'est pas "terrible" et c'est un défi majeur. Les pays considèrent qu'ils devraient avoir davantage de matériel et des financements pour accélérer l'acheminement des envois de secours.</p>
----------	--	---



		<p>Autre défi : la divergence de vues sur la notion de biens de secours. Le recours à la définition de la RKC permet progressivement d'arriver à une définition commune.</p> <p>Autres difficultés:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la méconnaissance des autres intervenants dans la chaîne des procédures / du traitement des envois de secours,</li> <li>- le défi politique relatif à l'adoption des guides ou SOPs,</li> <li>- Il existe aussi une multitude de taxes réglementaires,</li> <li>- une absence de procédures simplifiées pour l'enlèvement des envois de secours,</li> <li>- une absence de personnes ressources aptes physiquement pour recevoir les colis, absence de logistique appropriée.</li> </ul> <p>Certains ajoutent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- qu'il y a un défaut de maîtrise des délais de validation du Guide (défi politique),</li> <li>- comment rassembler les différents acteurs,</li> <li>- faire le suivi des conclusions, la vulgarisation et l'appropriation des dossiers.</li> </ul> <p>Enfin, certains conflits de compétence dans certains pays, entre la Douane et d'autres services gouvernementaux tels que les agences de coordination des situations de crise.</p>
2	Quelles solutions avez-vous apporté à ces défis ?	<p>Organiser des rencontres, créer de la synergie, par exemple, via des rencontres trimestrielles. Eduquer les douanes, les services d'hygiène, services vétérinaires, commissionnaires agréés en douanes : tous ensemble pour changer les comportements en profondeur.</p> <p>Continuer la prise de conscience de tous les acteurs concernés par une urgence.</p> <p><u>La rédaction du guide avec tous les acteurs était une solution et étape indispensable.</u></p>
3	Quelles recommandations pourriez-vous formuler pour faciliter la gestion de ce projet au niveau des Ministères de la Santé ou des Administrations des Douanes ou des Agences Nationales de Gestion des Catastrophes ? Comment intégrer ce travail commun dans	<p>Une coordination conduite par la douane est recommandée, des points d'information réguliers sont fortement recommandés entre les agences mais également en interne, dans chaque service. Par exemple si une personne représente son administration en réunion, il doit s'assurer de faire un CR en interne.</p> <p>Garder les contacts établis et se connaître change la donne.</p> <p>Afin d'assurer la coordination, il faut mettre en place des plateformes nationales de gestion du projet pour permettre la pérennité du projet.</p>

<p>les plans de travail de vos Administrations respectives ? Comment améliorer la coordination avec les autres administrations de votre pays ?</p>	<p>Continuer à organiser des réunions afin d'être certain de conserver du temps sur ce sujet. A travers la plateforme, des réunions régulières peuvent être organisées. Prévoir des personnes remplaçantes lorsque le point focal n'est pas disponible + avoir des personnes fixes aptes à recevoir les biens de secours. Poursuivre la mobilisation en interne via des notes de service et réunions. Possibilité d'une cellule centrale qui coordonne et fédère les actions de toutes les administrations concernées, en nommant des points focaux, mise en place de moyens financiers conséquents, à la disposition de ladite cellule pour mener à bien les activités. Prévoir des formations de formateurs qui stimulent l'appropriation des connaissances. Cela permet également de faire perdurer le savoir et être certain qu'au moment de l'urgence certains agents ont les connaissances nécessaires. Il est recommandé de mobiliser du budget pour le futur sur ce sujet. Il faudra que la CEDEAO prenne le relais car davantage de pays doivent travailler sur ce sujet et échanger avec leurs voisins. Il revient également aux bénéficiaires de partager leur expérience et connaissance avec leurs voisins qui n'ont pas été engagés dans le projet. Il faut s'approprier la RKC, la facilitation des échanges et la dématérialisation des procédures, par exemple l'accès à développer pour tous au système de dédouanement et de contrôle. Les exercices de simulation sont indispensables. Obtenir des engagements pour l'avenir, pérenniser ces réunions qui mettent autour de la table les personnes en charge du dossier dans les différents pays. Poursuivre les efforts et continuer les consultations et prendre en compte le renforcement des capacités réalisé.</p>
--	---

Témoignage du Dr Coulibaly (Mali)

« Un acquis: les gens se parlent, le sujet est connu et nous avons avancé sur ce sujet.

Précédemment, en 30 ans de service, je n'ai jamais été à la Direction des douanes. La DGD a convoqué une réunion de tous les acteurs. Tous les départements de la santé qui ont été impliqués. Le fait de nous mettre ensemble pour participer à un atelier où tous les chefs de bureau (au niveau des cordons frontaliers) ont eu à travailler avec la santé et la protection civile, était extraordinaire. Ensuite le DG a souhaité capitaliser cette expérience en

maintenant des réunions et l'élaboration du guide a été faite. L'atelier de formation des formateurs a été l'activité la plus importante, avec l'exercice de simulation qui s'est avéré concluant : l'équipement est sorti rapidement de l'aéroport. Si les gens se connaissent et que j'appelle le Mali, ils savent qui je suis et le travail que je fais. Le projet a permis de casser les murs entre nos administrations et les autres secteurs. Ce capital là ne pourra plus se perdre.»

Annexe 5 : document de travail 3 « Bilan du Projet C-RED »

Pièce jointe au présent rapport

Projet de CREATION DE PLATEFORMES NATIONALES ET D'UNE PLATEFORME REGIONALE D'ECHANGE D'INFORMATION

**1. PLATEFORME NATIONALE D'ECHANGE D'INFORMATION**

Il est proposé de mettre en place une plateforme nationale d'échange d'information pour chacun des pays bénéficiaires du projet C-RED. Cette plateforme permettra aux acteurs impliqués dans les travaux qui ont mené à la rédaction du guide opérationnel national de rester en contact afin d'échanger sur :

- les suggestions de modification de la réglementation, selon les recommandations des ateliers
- les modifications qui pourraient être apportées au plan opérationnel normalisé
- les défis rencontrés lors de la mise en place du plan opérationnel normalisé
- l'identification de solutions potentielles

Des réunions téléphoniques régulières seraient organisées afin d'échanger sur les sujets précités. Cette plateforme serait animée par le point focal C-RED en collaboration avec OCHA.

La liste des participants à la plateforme sera mise à jour régulièrement afin d'assurer un contact régulier.

En complément d'un échange régulier, la plateforme nationale pourra être activée en cas d'urgence / crise sanitaire afin de partager immédiatement les informations nécessaires à une bonne coordination de la gestion de l'urgence.

Chaque plateforme décidera de son mode de fonctionnement et pourra s'inspirer du mode de fonctionnement des autres plateformes nationales, dans le cadre de la plateforme régionale ou des échanges au sein de la communauté de pratique (voir ci-dessous).

Dès à présent, un premier groupe WhatsApp a été créé pour le Nigéria. Cette plateforme est composée des acteurs humanitaires et de la douane du Nigéria. Les échanges permettent de signaler les difficultés au jour le jour et identifier les solutions.

**2. PLATEFORME REGIONALE D'ECHANGE D'INFORMATION**

Suite à la création de plateformes nationales décrites au point 1, une plateforme régionale d'échange d'information sera créée. Elle sera composée des points focaux C-RED afin d'échanger sur les problématiques rencontrées depuis la rédaction du plan opérationnel. Elle pourra être complétée par la participation d'acteurs tels que l'OMD ou OCHA, en fonction des termes de référence de la plateforme.

Des idées nouvelles pourront émerger de ces discussions.

En cas de crise sanitaire pouvant avoir un impact sur les pays limitrophes, la plateforme régionale pourra être activée afin d'échanger, sans délai, des informations cruciales quant aux dispositions prises au niveau des postes frontières.



### **3. COMMUNAUTE DE PRATIQUE**

**L**a mise en place d'une plateforme informatique animée par les acteurs du secteur humanitaire et douanier s'avère être aujourd'hui un outil stratégique pour développer et partager les connaissances du sujet, innover et encourager le dialogue entre les acteurs.

L'objectif de cette plateforme est de maximiser le dialogue entre toutes les organisations gouvernementales et les acteurs humanitaires impliqués dans l'importation des biens de secours, avant, pendant et après les opérations internationales de secours et de relèvement initial.

Concrètement, cette communauté de pratique se matérialise par la création d'une plateforme en ligne permettant à la fois l'échange d'informations relatives à l'importation de l'aide humanitaire en cas d'urgence, le partage d'expériences, de bonnes pratiques, de documents et de contacts entre les acteurs du secteur humanitaire et douanier.

Au travers de forums, les membres de la communauté de pratique sont encouragés à partager leur expertise afin d'identifier ensemble des solutions aux obstacles rencontrés dans leur pratique professionnelle.

Afin de coordonner et d'améliorer les activités des acteurs engagés dans l'importation de l'aide humanitaire, les membres de la communauté de pratique sont aussi incités à partager les "bonnes" pratiques et les innovations relatives aux procédures de facilitation et d'importation de l'aide humanitaire.

La communauté de pratique s'adresse à tous les acteurs intéressés et/ou impliqués dans l'importation et le dédouanement de l'aide humanitaire internationale, à savoir :

- le personnel des agences fédérales et autres organisations gouvernementales à vocation humanitaire ;
- le personnel des institutions de l'ONU prêtant assistance ;
- le personnel des organisations intergouvernementales prêtant assistance ;
- le personnel des organisations non gouvernementales internationales (ONGI), partenaires des opérations de secours et de relèvement initial ;
- les membres de la société civile, les anciens travailleurs humanitaires, les universitaires et étudiants souhaitant partager leur expérience et les résultats de leurs recherches.

Afin d'élaborer collectivement des stratégies visant à accélérer les procédures de l'importation de l'aide dans les pays touchés par des catastrophes, cette communauté de pratique ouvrira des discussions et recensera des informations autour des cinq sujets suivants :

1. les instruments juridiques internationaux et nationaux prévalant dans le cas des opérations de secours et liés à l'importation des biens de secours, des produits de santé (médicaments, matériels et consommables médicaux et de laboratoire) et des télécommunications ;
2. les informations, projets, stratégies et réussites dans le monde ;
3. un forum dédié aux échanges d'informations en temps de crise ;
4. les conclusions relatives aux exercices de simulations réalisés dans les points d'entrées (ports et aéroports) ;
5. Les informations concernant les pays susceptibles de mettre en place le système ASYREC (Automated System for Relief Consignments) une fois son développement achevé.

## **Annexe 7 : Recommandations**

### **Au bailleur, Gouvernement des Pays bas**

Le programme de Facilitation du Commerce lancé par le bailleur de fond, les Pays-Bas, en étroite collaboration avec la CEDEAO, devrait comprendre un volet permettant de lancer le projet C-RED+ dans l'ensemble des Etats membres de la CEDEAO à risque et montrant un vif intérêt au sujet.

### **Au Secrétariat de l'Organisation mondiale des Douanes (OMD) et à l'UN-BCAH :**

- Appuyer (accompagner) la vice-présidence de la région (AOC) dans la recherche des financements auprès des bailleurs sensibilisés à l'importance de faciliter les opérations de secours en cas d'urgence. Cet appui sera fourni, entre autres, à la conférence des donateurs ;
- Rédiger un argumentaire en mettant en lumière (les acquis et les résultats obtenus) la portée régionale du projet (le compte-rendu finale du projet C-RED a le même objectif – un résumé en introduction pourra servir d'argumentaire plus court)
- Rédiger un argumentaire (sur la base de l'évaluation finale du projet) pour susciter l'intérêt du projet C-RED+ et obtenir un engagement de la Commission de la CEDEAO à s'approprier (le) du projet sur les biens de secours (même commentaire que point précédent);
- Procéder à une évaluation financière de l'extension du projet aux autres Etats membres de la CEDEAO pour faciliter la prise de décision et la recherche de financements par la Commission de la CEDEAO.
- Evaluer le coût du projet C-RED (cette évaluation a été faite en partie et fournie aux Pays-Bas – elle pourra être transmise à la CEDEAO);
- Encourager les pays à ratifier les conventions internationales relatives au dédouanement des envois de secours.

### **Aux points focaux des pays C-RED :**

- Elaborer et mettre en œuvre un plan de formation relative aux PON/SOP avec exercice de simulation recommandé ;
- Organiser des rencontres périodiques du groupe de responsables nationaux désignés à cet effet ;
- Créer et entretenir une plateforme d'échanges d'informations entre toutes les parties prenantes avec l'Organisation Mondiale des Douanes et surtout l'UN-BCAH ;
- Disséminer les PON/SOP à tous les intervenants impliqués dans l'importation des biens de secours d'urgence;
- Poursuivre la procédure de validation des PON/SOP dans les mois qui suivent ;
- Editer le guide et placer en couverture ou autre page de garde (cela est à la discrétion des différents pays), l'armoire du pays, les logos du projet C-RED et de l'OMD ;



- Réviser le guide périodiquement en fonction des évolutions des technologies et des législations locales, régionales et internationales.
- Organiser des exercices de simulation périodiquement;
- Faire une étude comparée sur le temps mis pour la main levée des marchandises de secours humanitaires avant et pendant l'application des procédures.

**A la CEDEAO :**

- Réaliser une compilation régionale sur la base des PON/SOP des pays C-RED et illustrer sur sa couverture les logos de la CEDEAO, du Projet C-RED et en bas de page les drapeaux des six pays impliqués ;
- Financer ou rechercher des financements auprès des (bailleurs ou) donateurs pour la poursuite du projet, appuyer en particulier l'intégration d'un future projet étendu à d'autres pays membres de la CEDEAO dans le projet Facilitation du Commerce des Pays-Bas ;
- Organiser des séminaires régionaux pour la vulgarisation du guide ;

L'Atelier

Le 19/09/2018